

Les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale en conduite de France Télécom

Soumission de la société Altitude Infrastructure



Version du projet de décision : Juillet 2010

Date de remise : 15 Septembre 2010

Destinataire : ARCEP – fourreaux@arcep.fr

Soumissionnaire : ALTITUDE INFRASTRUCTURE

Adresse : 9200 Voie des Clouets, 27100 VAL DE REUIL

Contact : Services Etudes

Coordonnées : simon.lancelevee@altitudeinfra.fr , 02.76.46.30.25

Document non confidentiel, pouvant être diffusé par l'ARCEP

Appréciation globale du projet de décision

Altitude Infrastructure, opérateur d'infrastructures de télécommunications et acteur du marché des réseaux d'initiative publique, tient tout d'abord à souligner sa satisfaction de voir la question de l'accès aux infrastructures de génie civil de l'opérateur historique prise en compte par le régulateur.

Suite à la présentation d'un premier projet de décision ayant fortement évolué consécutivement à la première mise en consultation, nous avons donc pu étudier le nouveau projet de décision (daté de Juillet 2010) relatif aux conditions d'accès au génie civil de France Télécom. Globalement, nous souhaitons souligner ici notre satisfaction quant aux évolutions apportées à ce projet de décision, évolutions conséquentes qui, nous le pensons, permettront à terme de faciliter le déploiement de réseaux d'accès FTTH et limiteront l'apparition de distorsions entre les zones denses et moins denses.

Ainsi, et en conformité avec notre positionnement orienté majoritairement vers les zones 2 et 3, nous apprécions tout particulièrement de voir que les règles de calcul intègrent des mécanismes permettant de compenser les problématiques spécifiques, tant sur les plans techniques qu'économiques, rencontrées dans le cadre de déploiement d'infrastructures FTTH en zones moins denses. Dans une logique d'aménagement équilibré du territoire, ce projet doit en effet permettre une atténuation durable des disparités territoriales, afin de créer une péréquation des coûts des déploiements entre les zones denses et les zones moins denses. Il s'agit de limiter l'apparition d'une nouvelle fracture numérique liée à l'émergence du Très Haut Débit.

Cependant, nous souhaitons exprimer ici un certain nombre de réserves et de demandes de clarification qui permettront d'asseoir définitivement l'efficacité de cette future offre :

- La difficulté et le coût relatif à l'accès aux informations sur les infrastructures de France Telecom, qui ne feront qu'alourdir les procédures en phase d'études et freineront assurément les déploiements. Dans ce sens, nous jugeons, si cela n'est pas encore effectif, que la question de l'accès et du délai de cet accès aux informations relatives aux patrimoines de génie civil de l'opérateur historique est essentielle. A l'instar des problématiques rencontrées dans le cadre de l'offre d'informations préalables liée au déploiement de NRA ZO, nous souhaitons donc que l'accès à ces informations soit rendu fluide et économiquement raisonnable, afin de ne pas créer de problèmes concurrentiels dans le cadre de projets de création de réseaux d'initiative publique. Cela passe dans un premier temps par la simplification du process d'accès aux informations liées au patrimoine génie civil de l'opérateur historique (tracés itinéraires, plans de masques, niveau de saturation), ainsi qu'à une visibilité quant aux délais opérationnels, tant en phase d'étude que de réalisation
- Comme cela était déjà évoqué dans notre contribution relative au projet initial, nous déplorons l'absence de prise en compte des possibilités de mutualisation des emprises aériennes dans les zones moins denses, méthode de pose de fibres optiques qui montre pourtant toute sa crédibilité dans l'objectif partagé de réaliser des déploiements homogènes sur l'ensemble du territoire national. Ainsi, Altitude Infrastructure demande la mise en œuvre d'une étude sur cet aspect ;
- Concernant la lisibilité du projet de décision, nous souhaiterions que puisse être fourni une grille prévisionnelle de tarifs, incluant notamment le détail et le montant des coûts inclus dans l'assiette de calcul qui servira de base à la future tarification ;

- Une préoccupation existe aussi quant à la visibilité sur les différents cas de saturation évoqués dans le projet de décision. Ainsi nous préconisons notamment la mise en œuvre de règles d'ingénierie fixes permettant de dissocier les cas de saturation induits par une surconsommation du génie civil liés au choix d'ingénierie des opérateurs et les autres cas.
- Afin de répondre aux problématiques liées aux projets d'initiative publique et plus largement aux activités d'opérateurs d'infrastructures, nous souhaiterions obtenir des précisions quant au processus opérationnel qui permettra de réaliser le constat du nombre d'accès commercialisés permettant de calculer la redevance due à l'opérateur historique en zone mutualisée. En effet, dans le cas d'une commercialisation d'offres passives (location mensuelle ou IRU plaque), l'opérateur commercial sera différent de l'opérateur d'infrastructures, et nous souhaiterions que l'ARCEP puisse encadrer ces processus de déclarations successives.

Quoi qu'il en soit, il s'agit là de mettre en œuvre un mécanisme pérenne, qui permettra à chaque acteur d'évaluer clairement les possibilités de valorisation de ce patrimoine de génie civil existant sur les territoires. Cette décision marquera assurément un tournant important pour amorcer efficacement les déploiements, en zones moins denses principalement qui sont les plus concernées par ce projet de décision.

De plus, Altitude Infrastructure travaillant d'ores et déjà à la mise en œuvre de projets de déploiement FTTH s'appuyant en partie sur le patrimoine de génie civil de l'opérateur historique, nous insistons sur notre volonté de voir cette nouvelle offre de référence appliquée dans le délai prévu pour le moment, à savoir dès Janvier 2011.

Altitude Infrastructure tient à souligner la qualité du travail réalisé sur ce sujet ainsi que la capacité d'écoute des différents acteurs dont l'Autorité a su faire preuve au travers de la parution de ce nouveau projet de décision.